

Plan d'action de sécurité publique 2013-2014

Réinvestir l'espace public

Table des matières

INTENTION	2
CONSTATS	2
ENJEUX ET OBJECTIF GÉNÉRAL	3
MESURES PRIORITAIRES	4
A. Doter la police de moyens suffisants	5
B. Améliorer l'organisation et mieux affecter les ressources	6
C. Développer les collaborations et simplifier les procédures	7
D. Développer les compétences	8
1. Première priorité : préserver l'espace public	9
2. Deuxième priorité : lutter contre le trafic de stupéfiants en rue	10
3. Troisième priorité : pacifier les nuits lausannoises	11
4. Quatrième priorité : lutter contre les vols et cambriolages	12
5. Cinquième priorité : encadrer la mendicité	13

Intention

Ce plan d'action sécuritaire vise à fixer les **objectifs et priorités d'action de la police lausannoise pour les années 2013 et 2014**. Il aborde donc aussi bien les priorités en matière de sécurité que des axes de travail sur des questions d'organisation de la police et de collaboration avec les acteurs de la chaîne pénale ou d'autres collectivités.

Constats

Trois éléments essentiels caractérisent la situation actuelle: l'évolution de la situation sécuritaire, le manque de moyens et la nécessité d'une organisation plus souple.

- **Sur le plan de la situation sécuritaire.** Une hausse de 17.6% des interventions de police-secours a été enregistrée entre 2010 et 2011, pour atteindre un total de 35'812. En 2012, ce chiffre se porte à 37'323, ce qui représente une hausse de 4.21%. Lausanne est désormais au 4^e rang des villes suisses en termes de population; en matière de criminalité, elle se situait au 2^e rang en 2011. Par ailleurs, différents phénomènes ont pris de l'ampleur et contribuent à dégrader la qualité de vie au sein de l'espace public: vente de stupéfiants en rue, augmentation des nuisances et incivilités durant les nuits de week-end, ou encore le développement de la mendicité.
- **Sur le plan des moyens à disposition.** Les effectifs n'ont pas suivi l'évolution démographique et l'évolution du nombre d'interventions. A titre comparatif, si on enregistre une hausse de 420% des interventions de la police entre 1990 et 2012, l'effectif policier a de son côté augmenté de 19%. Depuis 2011, la prise en charge de la sécurité des matches de superleague est encore venue s'ajouter à la charge de travail. Il en résulte une situation difficile pour le personnel, qui nécessite un ajustement des moyens en vue d'améliorer les conditions de travail.
- **Sur le plan de l'organisation.** L'organisation actuelle du corps de police repose sur une spécialisation des agents (police secours, groupe accident, trafic, motards, groupe d'intervention, etc.) en lien avec le type de sollicitations. Afin de pouvoir faire face à la dégradation de l'espace public évoquée ci-dessus, une plus grande souplesse est indispensable.

Enjeux et objectif général

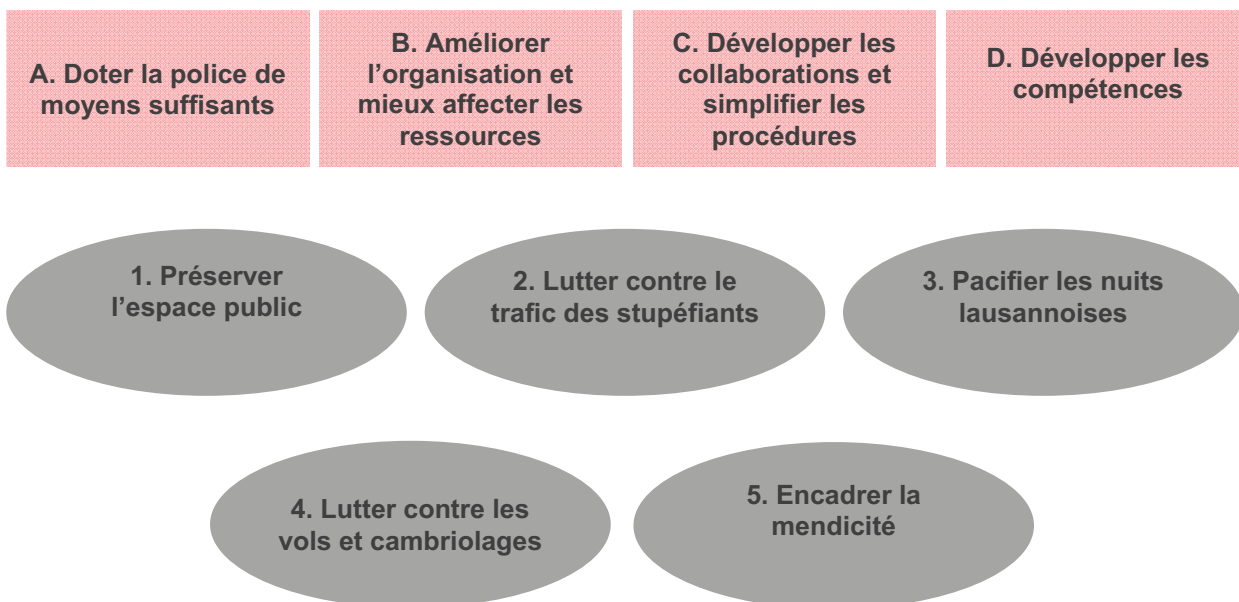
Tout en préservant la capacité réactive de la police de Lausanne, un accent particulier doit être porté sur la préservation de l'espace public, lequel constitue le défi majeur en termes de sécurité et de sentiment d'insécurité à Lausanne.

L'évolution de la situation sécuritaire et notamment du nombre d'interventions a conduit la police être moins présente sur le terrain. La population lausannoise exprime le souhait de davantage de proximité.

La réappropriation de l'espace public par la population passe notamment par une présence de la police à pied la journée comme les nuits de week-end au centre-ville, à des fins d'intervention mais surtout de prévention et de lien social. Cette action est essentielle pour garantir la préservation de l'espace public par tous les usagers.

Combinée à une meilleure coordination des différents acteurs de la chaîne pénale, cette politique doit permettre de diminuer le trafic de stupéfiants en rue. L'action policière se doit aussi d'être coordonnée avec la politique sociale, éducative et de prévention mise en place par la Ville de Lausanne en lien avec les acteurs de terrain.

Sur cette base, le plan d'action de sécurité publique définit 5 priorités et quatre axes de travail :



Mesures principales 2013

Ce plan d'action dont l'ensemble des mesures sont détaillées dans les pages qui suivent comporte sept mesures principales qui seront mise en œuvre en 2013 :

- 1) **La généralisation au centre-ville, dès avril 2013, de patrouilles en rue autour des principales places et secteurs du centre-ville (Chauderon, Riponne, St-François-Bourg, Europe, Gare) la journée comme la nuit.** En termes de ressources, ce sont plus de 30'000 heures de travail (15 postes à plein temps) qui seront affectées à ces nouvelles missions. En parallèle, le travail de proximité auprès des habitants, associations de quartiers, associations de migrants et commerçants sera développé.
- 2) **Une attention particulière sera portée à la place de la Riponne intégrant prévention, soutien et prise en charge sociale et sanitaire des personnes dépendantes et action de la police** avec une pression accrue sur les dealers et l'application du règlement général de police.
- 3) **Des actions quotidiennes de lutte contre le deal dans la rue et dans les établissements publics et le renforcement des effectifs du groupe CELTUS.**
- 4) **L'engagement en automne 2013 de 12 assistants de sécurité publique en appui à Police Secours dans des tâches de back-office ou de visibilité en plus de 30 nouveaux policiers** qui sortiront de l'école de police en mars 2014. Cet engagement supplémentaire important a été décidé par la Municipalité le 24 janvier 2013.
- 5) **La simplification de procédures** judiciaires ou internes à la police de Lausanne de même que **l'ouverture de discussions avec l'Etat sur l'organisation et le financement des tâches judiciaires.**
- 6) Le passage au Conseil communal et **la mise en application des mesures visant à pacifier la vie nocturne, organisation d'Etats généraux** portant notamment sur les questions de prévention (mise en place possible d'une équipe de prévention sur le modèle zurichois) et d'offre en transports publics, poursuite de la concertation avec les clubs en particulier sur le projet de label.
- 7) **Mise en application des nouvelles dispositions sur la mendicité en fonction du vote du Conseil communal et appui financier au programme de scolarisation des enfants Roms en Roumanie.**

QUATRE AXES DE TRAVAIL

A. Doter la police de moyens suffisants

Constats

Les coûts de la sécurité sont beaucoup plus élevés à Lausanne que dans le reste du canton. La ville dispose d'une police judiciaire qu'elle assume, tout en payant à l'égal des autres communes vaudoises les coûts associés au traitement judiciaire par le canton. Ainsi, les Lausannois paient en quelque sorte deux fois le traitement judiciaire des affaires. La Ville a sollicité des discussions avec le canton sur le financement et l'organisation des tâches judiciaires.

Cette discussion, quelle qu'en soit l'issue organisationnelle, est essentielle pour permettre à la Ville de Lausanne de dégager des moyens pour la police lausannoise. A ce jour, 60 postes de policiers supplémentaires ont été annoncés pour la présente législature.

A ce jour, la Ville de Lausanne a des dépenses nettes de police par habitant plus de deux fois supérieures à celles des autres villes vaudoises (Nyon, Renens, Vevey notamment et de 70% supérieure s'agissant d'Yverdon-les-Bains) – sans même parler des communes sans police municipale dont le coût moyen par habitant est 12 fois inférieur à celui de Lausanne.

Au total, les Lausannois déboursent plus de 500 francs net par habitant pour la seule police de Lausanne.

Objectif

Rééquilibrer le financement des tâches de police judiciaire et dégager des ressources supplémentaires pour la police.

Mesures

- ✓ **Engager des négociations avec l'Etat sur le financement et l'organisation de la police judiciaire**
- ✓ Facturer, ou ajuster la facturation de certaines prestations dans le cadre du programme structurel d'amélioration financière
- ✓ **Modifier la planification des engagements policiers en recrutant en 2013 déjà 12 assistants de sécurité publique en appui aux tâches de police (back-office, visibilité)**

QUATRE AXES DE TRAVAIL

B. Améliorer l'organisation et mieux affecter les ressources

Constat

Parallèlement au renforcement des effectifs, il convient aussi de prendre des mesures internes afin d'être en mesure d'affecter les ressources sur les objectifs prioritaires (patrouilles et îlotage au centre-ville, lutte contre le deal, présence les nuits de week-end).

Objectif

Dégager des moyens pour des patrouilles de rue la journée au centre-ville et durant les nuits de week-end, en particulier dans la lutte contre la vente de stupéfiants en rue.

Mesures

- ✓ **Prioriser les missions et redéployer des patrouilles dans le centre ville en journée et les nuits de week-end, en particulier sur les grandes places**
- ✓ Meilleure interopérabilité et renforcement de la coordination entre les différentes unités du corps de police
- ✓ **Réduction des horaires d'ouverture de certains postes de quartier et exploitation d'un poste de quartier mobile; réduction des horaires d'ouverture de l'Hôtel de police (hors urgences)**
- ✓ Adaptation des horaires de travail pour accroître l'efficacité et améliorer les conditions de travail
- ✓ **Engagement d'un analyste criminel afin de disposer d'outils efficaces pour le corps de police sur l'évolution de la situation sécuritaire (cartographie des délits, identification des phénomènes, etc.)**

QUATRE AXES DE TRAVAIL

C. Développer les collaborations et simplifier les procédures

Constats

En particulier dans le domaine du trafic de stupéfiants, une excellente collaboration avec la police cantonale et avec les autres polices communales est nécessaire, de même qu'une bonne coordination avec les autres acteurs de la chaîne pénale. En parallèle, un travail de simplification des procédures doit être conduit. Enfin, les collaborations doivent aussi être développées avec d'autres acteurs, notamment dans le domaine de la prévention, de même qu'à l'échelle nationale avec d'autres villes ou collectivités suisses.

Objectifs

Développer les collaborations dans le domaine de la police coordonnée et coordonner l'action avec les autres acteurs de la chaîne pénale, simplifier les procédures internes, développer les collaborations dans le domaine de la prévention et les collaborations au niveau national

Mesures

- ✓ **Faciliter des échanges de forces entre polices dans le cadre de la police coordonnée**
- ✓ Disposer d'un appui du canton les nuits de week-end et pour des opérations spécifiques
- ✓ **Simplifier des procédures judiciaires ainsi que celles relatives au règlement général de police (RGP)**
- ✓ **Développer les collaborations entre la police de Lausanne et les autres acteurs de la chaîne pénale (TMC, MP, TMin, SPEN) dans le cadre du Conseil cantonal de sécurité**
- ✓ **Développer les collaborations dans le domaine de la prévention avec les associations de migrants et les associations de quartier**
- ✓ Nouer des relations et collaborations avec les responsables de la police d'autres villes ou collectivités suisses
- ✓ **Développer les collaborations avec les autorités cantonales et fédérales dans le domaine de la prostitution et notamment en matière de lutte contre les réseaux**

QUATRE AXES DE TRAVAIL

D. Développer les compétences

Constats

Le manque de moyens et l'accroissement des sollicitations a conduit à une diminution importante du temps consacré à la formation continue. Cette diminution, à terme, présente des risques pour la sécurité.

Par ailleurs, l'orientation souhaitée vers une culture professionnelle de contact et de proximité avec les citoyens doit nécessairement s'appuyer sur une formation de base et continue qui prenne en compte cette dimension. Cette démarche s'inscrit dans le long terme.

Objectif

Garantir les compétences de base et la qualité des prestations, poursuivre le développement d'une culture de contact avec les citoyens

Mesures

- ✓ Garantir la formation continue élémentaire en matière de sécurité personnelle et d'utilisation des moyens de contrainte
- ✓ Poursuivre le développement de synergies en matière de formation avec les autres corps de police
- ✓ **Développer les compétences métiers des policiers en matière de contact et d'approche en résolution de problèmes**
- ✓ Poursuivre l'implantation d'une gestion collaborative et le développement des compétences managériales

CINQ PRIORITÉS

1. Première priorité : préserver l'espace public

Constats

Le manque de ressources policières et le développement de certains phénomènes ont conduit à une dégradation de la qualité de l'espace public tandis que la population se sent dépossédée de certains lieux publics du centre-ville.

Objectif

Développer la présence en rue et la dimension de proximité de la police, afin de permettre une réappropriation de l'espace public par la population

Mesures

- ✓ **Mettre en place dès avril 2013 des patrouilles à pied et une présence policière au centre-ville, la journée comme la nuit. Environ 30'000 heures annuelles, soit l'équivalent de 15 postes seront affectés à cette mission.**
- ✓ Sensibiliser le personnel policier à la démarche de proximité en renforçant les compétences relationnelles et de gestion de problèmes
- ✓ Définir clairement le concept de sécurité urbaine de proximité visé
- ✓ Dénoncer systématiquement les comportements liés au RGP et infra pénaux (littering, etc.), exploiter les nouveaux outils du RGP
- ✓ Responsabiliser et impliquer les partenaires ainsi que la population dans les thématiques liées à l'espace public
- ✓ **Développer les liens avec les associations de quartier, groupes de migrants et commerçants, parallèlement aux actions de la police**
- ✓ **Mettre en service un poste de quartier mobile**

CINQ PRIORITÉS

2. Deuxième priorité : lutter contre le trafic de stupéfiants dans la rue

Constats

De manière globale, on enregistre une hausse des contraventions en 2012 dans le domaine du trafic de stupéfiants. Cette hausse peut être pour une part mise en lien avec les actions ciblées menées durant l'année. En effet, les délits graves sont stables par rapport à 2011. C'est la part visible du trafic de rue qui engendre le plus d'insécurité mais également un sentiment d'impunité au sein de la population.

Objectif

Lutter contre le trafic de rue et les nuisances associées

Mesures

- ✓ **Mener des actions quotidiennes de lutte contre le deal dans la rue et dans les établissements publics**
- ✓ **Accroître les effectifs du groupe CELTUS spécialisé dans la lutte contre le trafic des stupéfiants.**
- ✓ Contrôler régulièrement les zones de trafic du centre-ville
- ✓ **Simplifier les procédures de traitement judiciaire**
- ✓ Renvoyer de manière plus systématique les requérants récidivistes dans leur canton d'enregistrement
- ✓ Prononcer des interdictions de périmètre
- ✓ **Procéder à des contrôles et dénonciations des consommateurs et des individus en possession de produits stupéfiants, y compris dans les établissements publics**

CINQ PRIORITÉS

3. Troisième priorité : pacifier les nuits lausannoises

Constats

La vie nocturne s'est intensifiée au cours des années et diverses nuisances y relatives se sont développées.

Objectif

Mettre en place les mesures prévues dans le préavis 2012/58 visant à améliorer la sécurité des nuits lausannoises

Mesures

- ✓ **Soumettre les horaires d'ouverture des établissements de nuit et les prolongations au respect de certaines conditions en matière de sécurité et de respect de la légalité notamment**
- ✓ Limiter l'ouverture de nouveaux établissements dans les secteurs où l'habitat est prépondérant
- ✓ Renforcer les contrôles des établissements, harmoniser et améliorer leurs méthodes de travail et pratiques professionnelles dans le domaine de la sécurité
- ✓ **Développer les activités du répondant vie nocturne et celles de la nouvelle brigade « vie nocturne et prévention du bruit » et impliquer les partenaires**
- ✓ Limiter les horaires de vente d'alcool dans les commerces le vendredi et samedi soir
- ✓ **Interdire la consommation d'alcool sur certaines parties du domaine public et à certaines heures**
- ✓ Mettre en vigueur les modifications du règlement général de police une fois celles-ci adoptées par le Conseil communal (limitation des armes et objets dangereux, entraves à l'action de la police, alcool sur la voie publique, zones d'interdiction)
- ✓ **Etudier, en partenariat avec la Direction de la jeunesse et de la cohésion sociale, la mise en place d'équipes de prévention en s'inspirant du modèle zurichois.**
- ✓ **Organiser une nouvelle table ronde de la nuit relative à des mesures complémentaires au préavis pouvant être mises en place (prévention, transports publics, label vie nocturne, ...)**
- ✓ Mettre en place une série d'indicateurs permettant d'évaluer l'évolution de la situation des nuits lausannoises

CINQ PRIORITÉS

4. Quatrième priorité : lutter contre les vols et cambriolages

Constats

Dans le prolongement de l'évolution enregistrée en 2011, le nombre de vols est resté élevé durant la première partie de 2012. On enregistre cependant une baisse nette depuis juin avec une recrudescence en fin d'année. La situation rencontrée en 2012 est due pour une part importante à l'arrivée massive de ressortissants du Maghreb.

Objectif

Limitier les opportunités de commission de ces délits par une présence policière de jour comme de nuit et par une prise en compte plus stratégique des secteurs et des moments à risque

Mesures

- ✓ **Assurer une présence en rue dans les secteurs et aux horaires les plus concernés**
- ✓ Cibler les actions de communication et la prévention sur les délits les plus courants
- ✓ **Développer les actions de prévention auprès des propriétaires et des gérances**
- ✓ Prononcer des interdictions de périmètre et des mesures d'éloignement à l'encontre des récidivistes
- ✓ Travailler en collaboration avec la police cantonale et les autres corps de police s'agissant des bandes organisées ou des réseaux

CINQ PRIORITÉS

5. Cinquième priorité : encadrer la mendicité

Constats

La présence et le développement de la mendicité de certaines personnes en provenance des pays de l'Est ont provoqué de vives réactions au sein de la population débouchant sur l'adoption par la Municipalité d'un préavis en guise de contre-projet à l'initiative populaire visant à interdire la mendicité par métier.

Objectif

Contrôler et réguler la mendicité dans le sens des mesures prévues dans le contre-projet, sous réserve de son adoption par le Conseil communal

Mesures

- ✓ **Assurer une entrée en vigueur et une application rapide des nouvelles dispositions en cas d'acceptation du contre-projet par le Conseil communal**
- ✓ **Sensibiliser et informer les mendiants et la population Rom des nouvelles dispositions (interdiction dans certaines zones, interdiction de la mendicité organisée, interdiction de mendier avec des enfants, annonce au SPJ, etc.)**
- ✓ Informer les habitants et commerçants de la nouvelle réglementation
- ✓ Poursuivre la lutte contre les activités délictueuses connexes (vols, fausses collectes, etc.)
- ✓ Exploiter les autres possibilités d'action, notamment avec le SPOP et la Justice de Paix (mesures d'éloignement d'un périmètre ou de la ville, application de la Loi sur les étrangers, etc.)
- ✓ **Soutenir un programme de scolarisation des enfants Roms en Roumanie et en faire la promotion en Suisse**